

## **Chronique d'une première visite en terre balte – Philippe Edel**

1972 – 1992 : chronique d'une première visite en terre balte !

Si mon premier séjour en Lituanie date de 1992, ma première démarche remonte à 20 ans plus tôt.

**« Lituanie  
libre, Alsace  
solidaire »**

En 1972 en effet, l'Union internationale des Chemins de fer fêta ses 50 ans en lançant le passe Inter-Rail, un forfait d'un mois permettant à des jeunes de moins de 25 ans de circuler librement sur les réseaux ferroviaires européens en dehors du pays de résidence du détenteur. Quoi de plus formidable pour le jeune étudiant de sciences politiques que j'étais, habitant de surcroît à Strasbourg, à deux pas de la frontière ! Je décidai très vite de faire le tour de la Baltique, en passant d'abord par les pays scandinaves pour revenir par les pays baltes au sud, avec un arrêt impératif à Klaipeda.

A l'époque en effet, je correspondais avec des arrière-petits-cousins vivants à Hawaï, dont notre aïeule commune avait été une « *Memeloise* ». Leur grand-mère alsacienne, sœur de mon grand-père paternel, quand elle fut infirmière sur le front de l'Est durant la Grande guerre, avait fait la connaissance d'un sous-officier prussien qu'elle suivit en 1918 dans sa ville natale : Memel/Klaipeda. Elle y vécut jusqu'en 1944 et y connut quatre régimes différents : l'empire allemand (1918-19), le mandat français (1919-23), le rattachement à la République de Lituanie (1923-39) et l'annexion au III<sup>e</sup> Reich (1939-44).

J'avais très envie de visiter cette ville, d'autant plus mystérieuse qu'elle était située dans un pays dont le nom ne figurait même pas sur la carte. Par ailleurs, elle me semblait évidemment plus proche que Honolulu où vivaient mes lointains cousins. C'était sans compter le Rideau de fer qui – à l'époque – coupait l'Europe en deux. Si ma carte d'identité suffisait pour voyager en Allemagne ou dans les pays scandinaves, les tracasseries administratives pour les demandes de visas commencèrent pour la traversée de la RDA et de la Pologne communiste. Quant à l'Union soviétique, le refus du consulat à Paris fut net : **pas question pour un Français d'entrer en URSS par la Finlande, pas question non plus de traverser seul les républiques baltes en train.**

Cette année-là, je dus donc me contenter d'essayer d'apercevoir la côte de Courlande depuis le pont du ferry Turku-Stockholm. Ce premier échec m'obséda longtemps et je me souviens d'avoir punaisé, ces années-là, sur un mur de ma chambre d'étudiant, une carte « *géo-ethnographique* » de l'URSS éditée par le magazine National Geographic, représentant les limites de chaque république et illustrée de leurs costumes traditionnels, dont ceux de la Lituanie.

Depuis cette occasion manquée, je me suis toujours intéressé à cette partie interdite de l'Europe – que nous appelions le « *bloc de l'Est* » – même si l'opinion publique en France y était assez indifférente. **A l'époque, seul le Conseil de l'Europe à Strasbourg s'en préoccupait et avait institué au sein de son assemblée parlementaire une commission en charge des « Nations captives ».**

Ainsi, quand la perestroïka de Gorbatchev commença timidement à fissurer la chape de plomb du régime soviétique et à libérer les voix jusqu'alors étouffées, je suivis avec un intérêt particulier le réveil démocratique et national en Lituanie.

C'est durant cette période que, avec quelques amis, nous avons édité l'autocollant « **Lituanie libre, Alsace solidaire** » et créé l'association Alsace-Lituanie.

Dès 1990, nous pûmes accueillir personnellement les premiers Litoniens à Strasbourg : Jūratė Terleckaitė, fille d'un signataire de l'acte de rétablissement de l'indépendance, puis Arūnas Grumadas, maire de Vilnius au printemps 1991, Vytautas Landsbergis en tant que président du Conseil suprême de la « RSS de Lituanie » en visite auprès du Conseil de l'Europe en juin, la toute jeune délégation lituanienne à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (avec notamment Eugenijus Gentvilas, Algirdas Brazauskas, Egidijus Bieliūnas) dès l'automne 1991, Zenonas Streikus, maire de Druskininkai et premier représentant de la Lituanie à la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe en mars 1992. C'est ce dernier qui se proposa d'organiser le mois suivant mon premier voyage en Lituanie.

Lors de ce séjour de sept jours, les rencontres se sont enchaînées à un rythme effréné, étant moi-même d'autant plus sollicité que la diffusion de notre autocollant avait été abondamment citée dans la presse lituanienne avant ma venue. Rencontres avec des responsables d'institutions à Vilnius, au Conseil Suprême (avec le vice-président Česlovas Stankevičius), dans les ministères (affaires étrangères, commerce, culture, etc.), à la chambre de commerce (Jonas Povilaitis, Borisas Zaubidovas, Juozas Šatas), à l'ambassade de France (S.E. Philippe de Suremain, Jean-Charles Berthonnet). Mais aussi avec des enseignants (université et institut pédagogique à Vilnius, KTU, VDU et académie vétérinaire à Kaunas), des médecins (hôpital de Kaunas, sanatorium Pušinas de Druskininkai, complexe thérapeutique de Juknaičiai), des ouvriers, cadres et dirigeants d'entreprise (fabrique de bijoux d'ambre Ula à Druskininkai, distillerie Lietuviškas Midus à Stakliškės, usine de meubles Šilutės Baldai), plusieurs maires et présidents de district et surtout de nombreux amis de la France réunis au sein des sections locales de la jeune association Lituanie-France ainsi que du centre culturel Robert-Schuman de Kaunas : Birutė Strakšienė, Alvydas Laiškonis, Vytautas Ostaševičius, Stasė Kadžiulytė, Zita Tarvydienė et tant d'autres.

De ce formidable premier séjour, je me souviens notamment d'une rencontre particulièrement chaleureuse à Rusnė, minuscule petit port donnant sur le haff de Courlande (*Kuršių marios*), à une cinquantaine de kilomètres de la ville où vécut ma grand-tante.

C'était une fin d'après-midi d'avril, il faisait beau mais frais. Sur un petit bateau de pêche amarré sur la rive du delta du Niėmen, après une brève sortie dans la lagune jusqu'à Kintai, je me suis retrouvé avec un groupe d'une dizaine de pêcheurs et de marins, tous descendants de Klaipėdiškiai - Lituanien luthériens de l'ancienne Lituanie prussienne - et de Memellanders - habitants germanophones de Klaipėda. Nous avons discuté à bâtons rompus pendant plus de deux heures, autour d'un plateau de silkė (hareng) et de quelques bouteilles de degtinė (vodka) que nous buvions dans un même verre qui tournait sans arrêt, passant de l'un à l'autre. La conversation se tenait dans un mélange de lituanien et de patois prussien pour eux, d'anglais et de dialecte alsacien pour moi. Je fus assailli de questions sur la vie quotidienne à l'Ouest, sur le coût du pain ou des voitures, sur les salaires, sur ce que pensaient les Français de leur pays. Ce fut à la fois très direct et très émouvant.

**Ce « bain de baltitude » fut un formidable déclencheur d'initiatives** qui débouchèrent sur des actions de l'association Alsace-Lituanie, telles que l'accueil de scolaires lituaniens en séjour linguistique dans des familles en Alsace, l'organisation des journées « *L'Alsace à Kaunas* » en 1994, l'accueil de médecins lituaniens en milieu hospitalier, le lancement de la revue *Cahiers Lituaniens*, etc.

Mais cela est une autre histoire.

*Président du Cercle d'histoire Alsace-Lituanie et vice-président de la Coordination France-Lituanie, Philippe Edel dirige la revue Cahiers Lituaniens. Il est également membre du conseil de la faculté d'histoire de l'Université de Strasbourg et secrétaire de l'Union internationale des Alsaciens.*